

DDSCPP
SPAE

ARRÊTÉ N° 2016-366-DDCSPP du 22 août 2016

mettant en demeure la Société ROUSSEAU (ex DELOUP) de respecter les dispositions des articles 3.2 et 3.5 de l'arrêté préfectoral n° 87-E-1062 du 2 juin 1987 et de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 concernant l'installation de mégisserie qu'elle exploite sur le territoire de la commune nouvelle de LEVROUX

**Le Préfet de L'Indre,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°87-E-1062 délivré le 2 juin 1987 à la société ROUSSEAU (ex DELOUP) pour l'exploitation d'une mégisserie sur le territoire de la commune de LEVROUX à l'adresse suivante Rue des Mégissiers concernant notamment la rubrique 2350 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

Vu les articles 3.2 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du n°87-E-1062 du 2 juin 1987 susvisé et l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé qui disposent respectivement :

- Article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°87-E-1062 du 2 juin 1987

Les installations électriques devront répondre aux conditions imposées par les normes en vigueur. Elles seront maintenues en bon état de vérifiées au moins une fois par an par un organisme agréé.

- Article 3.5 de l'arrêté préfectoral n°87-E-1062 du 2 juin 1987

Il est interdit d'émettre à l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage.

- Article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Le point de rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 août 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 27 juillet 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les installations électriques ne sont pas entretenues et peuvent entraîner un risque d'incendie ou d'explosion ;
- en sortie de cabine de peinture, il est émis à l'atmosphère des poussières et des gaz odorants et susceptibles d'être toxiques pour le voisinage ;
- le point de rejet de la cabine de peinture ne dépasse pas d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du n°87-E-1062 du 2 juin 1987 susvisé et de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROUSSEAU (ex DELOUP) de respecter les dispositions des articles 3.2 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du n°87-E-1062 du 2 juin 1987 susvisé et de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1 - La société ROUSSEAU (ex DELOUP) exploitant une installation de mégisserie sise Rue des Mégissiers sur la commune de Levroux est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du n°87-E-1062 du 2 juin 1987 susvisé et de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé :

- **Point n°1** : en mettant en œuvre les actions correctives pour que les installations électriques ne présentent pas de risques d'explosion ou d'incendie dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- **Point n°2** : en équipant la cabine de peinture d'un dispositif de traitement des rejets atmosphériques pour que les poussières et les gaz odorants et toxiques ne soient plus émis à l'atmosphère, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Un bon de commande sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- **Point n°3** : en mettant en place le point de rejet de la cabine peinture à une hauteur dépassant d'au moins 5 mètres les bâtiment situés dans un rayon de 15 mètres dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanction

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Notification

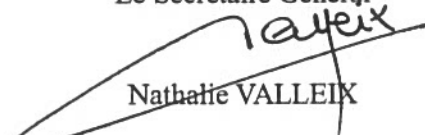
Le présent arrêté sera notifié à la société ROUSSEAU (ex DELOUP) et sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre www.indre.gouv.fr à la rubrique "Publications - Recueil des Actes Administratifs".

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de la nouvelle commune de Levroux, à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre - Val de Loire.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire de la nouvelle commune de Levroux et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Nathalie VALLEIX

